L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Conseil Général de la Nouvelle-Orléans, de la Première et de la Troisième Municipalité.

Imprimé par J. Bayon.

NOUVELLE-ORLEANS:

MARDI MATIN, 6 DECEMBRE 1836.

Le comité général du parti Démocrate invite tous les citoyens républicains à s'assembler aujourd'hui à 5 1/2 quarrant, à la salle du bal de Davis, à 7 heures du soir. La plus grande ponctualité est recommandée.

Par ordre.

B. Z. CANONGE—Président.

W F. C. DUPLESSIS,
H R CENAS,
J M HENRY,
W HOSKINS,
H PEDESCLAUX,
} Secrétaires.

(*Extrait du Courrier d'hier au soir.*)

C'est avec un chagrin profondément senti que nous avons à rapporter l'horrible événement d'hier après-midi. Mr. Barr, qui tenait le café à l'encoignure des rues de Chartres et St. Louis, jeune homme aimé et estimé de tous ceux qui le connaissaient, et qui commençait à voir la fortune lui sourire, a été frappé d'un coup de poignard par un jeune homme nommé Reynolds. Le meurtrier a été arrêté, et comme il est entre les mains de la justice, nous ne croyons devoir faire aucune réflexion à ce sujet.

Comme l'éditeur du *Courrier* nous avons cru devoir nous dispenser de toute espèce de réflexion dans notre article d'hier; nous croyons devoir en faire autant sur l'article qui précède.

AMELIORATIONS.

Hier, vers une heure après midi, a eu lieu l'épreuve de la nouvelle machine hydraulique, construite d'après les plans et sous la direction de Mr. Community, ingénieur de la Compagnie du Dessèchement, en présence d'un concours nombreux de fonctionnaires publics et de personnes empressées de voir conduire à bien l'une des entreprises les plus utiles à la Nlle.-Orléans.

Cette machine consiste en une roue en fer fondu garnie de larges palettes en bois, plongeant dans un canal de cinq pieds de large sur quinze de long, reçoit les eaux du canal d'égouttement pour les élever à une hauteur susceptible de varier de deux à trois pieds, selon l'élévation du bayou St. Jean, et pour ajouter dans un versant qui aboutit à l'embranchement du canal de navigation

Cette roue, mue par une machine à vapeur de la force de trente chevaux, et fonctionnant fort régulièrement, conserve un mouvement proportionné à la masse qu'elle soulève et calculé de façon à ce qu'il n'y ait retrograde qu'une très faible partie, tant l'inclination donnée aux palettes favorise la déjection des eaux dont la masse imposante, que l'on a calculé devoir être d'un million de gallons à l'heure, a causé aux ouvriers la plus grande surprise. L'effet de cette machine a paru remplir parfaitement l'objet que s'était proposé l'ingénieur; et la baisse sensible du canal s'opérant, pendant qu'a duré l'expérience, n'a laissé aucun doute sur le succès qu'en obtiendra une marche continue. C'est une véritable conquête de l'art sur la nature d'un sol qui ne semblait devoir permettre à l'avenir à ce quartier de la ville dont l'importance désormais ne peut qu'aller en augmentant; et nous devons féliciter que la Compagnie du Dessèchement puisse maintenant dater ses succès!

PAR LA MALLE EXPRESSE.

La malle expresse arrivée hier, dans la matinée, nous a remis les feuilles d'épreuves de Boston du 26 et de Philadelphie du 28 et du 29 novembre. Nous n'y trouvons rien de plus récent de l'étranger.

Après les retours d'élections de 16 des Etats du Nord-Est et de l'Ouest, et ceux que nous avons des autres Etats du Sud, la majorité de Van Buren paraît également considérable que son élection n'est plus même sujet de doute. Il n'y a même pas à supposer qu'elle soit devant la Chambre des Représentans. 146 votes assurent la majorité absolue des Etats et nous n'en pas douter que le candidat du peuple n'approche ce chiffre de quelque chose. Le tableau suivant est à peu de retours officiels près. celui sur lequel on doit établir le résultat définitif de la grande élection nationale:

WHIG.		VAN BUREN.	
Vermont,	7	Maine,	10
Massachussets,	14	New-Hampshire,	7
New-Jersey,	8	Connecticut,	8
Delaware,	3	Rhode Island,	4
Maryland,	10	New-York,	42
Ohio,	21	Pensylvanie,	30
Virginie,	24	Virginie,	23
Kentucky,	15	Caroline du Nord,	15
Tennessee,	15	Alabama,	6
Caroline du Sud,	11	Louisiane,	5
Géorgie,	7	Mississipi,	4
		Arkansas,	3
		Missouri,	4
		Illinois,	5
	122		168

Il appert cette majorité qui est écrasante, nous avons droit à revendiquer le vote du Michigan qui est Van Buren, mais c'est encore un problème de savoir si il sera admis.

Une feuille de Philadelphie résume ainsi la présente gêne du marché monétaire. L'argent, dit-elle, n'est rare à 1 1/2 pour 100 par mois, mais il est très offrant à 9 pour 100.

Un autre vol considérable a été commis sur la route de Pittsburg à Gettysburg, mais le voleur a été arrêté. En voici les détails

M. Brown était parti de Pittsburg pour Philadelphie avec une somme considérable en billets de banque et une des banques de la première ville. Il trouva, avant à Gettysburg que son porte manteau, dans lequel son argent était placé, avait été coupé et ouvert et un paquet contenant $15,000 en avait été enlevé. Le domestique, nègre, fut soupçonné du vol, mais il fut reconnu innocent Le compagnon de M. Brown, un individu attaché au commerce en détail à Gettysburg, et qui y faisait de bonnes affaires, avait pris la route avec lui parut peu disposé de s'arrêter à chercher à retrouver l'argent, alléguant pour motif de son refus qu'il avait un billet à payer à Philadelphie, et qu'il devait s'y rendre immédiatement. Cette circonstance excita des soupçons. On dépêcha un homme pour York, où il arriva avant la diligence, le *gentleman* si pressé s'était arrêté à son arrivée; sa valise fut bouillé, on trouva dans une de ses poches $500 et dans l'autre $600. Il fut de suite logé dans la prison de York.

BANQUE NATIONALE.

Le *Commercial Herald* de Philadelphie, du 29, dit avoir reçu des nouvelles de Washington City, d'après lesquelles il paraîtrait que l'intention du futur président Van Buren), dans son adresse au Congrès, en prenant les rênes du gouvernement, était de recommander l'établissement d'une banque nationale, dont le capital serait de 100 à 200 millions, fourni par la garantie des Etats-Unis sur le surplus du revenu; et, pour ne rien dire de plus, aucune réduction du tarif ne sera suggérée par lui.

Le *stock* appartiendrait au peuple de la république, cette banque serait établie à ——, et chacun des Etats de l'Union posséderait une branche ou succursale de cette institution, laquelle branche aurait un capital proportionné au chiffre de la population dudit Etat.

Les dividendes se déclareraient semi annuellement, et seraient partagés au pro rata de la représentation des Etats.

La mère-banque serait conduite par 24 directeurs, dont un serait élu par chaque Etat; leur nomination émanerait par le sénat des Etats-Unis, sujet à la confirmation de la Chambre des Représentans. Les directeurs se choisiraient dans leur sein un président. Le caissier directeur, enfin, recevrait un salaire de $.....

Les *Banches-Banques* —Le gouverneur de chacun des Etats, de l'avis et avec le consentement du sénat dudit Etat, nommerait 13 directeurs pour administrer les affaires de la branche-banque, et cette nomination serait sujette à l'acceptation du sénat des Etats Unis.

Nous ne savons au juste quel est le degré de confiance que nous devons placer dans une pareille nouveauté. Elle nous est donnée par la feuille que nous avons citée, d'un ton moitié sérieux, moitié badin.—Nous savons cependant que le projet d'une banque nationale occupe depuis longtems l'administration actuelle.

Or, la politique de Van Buren étant identique. Il est la même, nous sentons disposé à regarder la nouvelle comme assez fondée. Plus tard nous émettrons notre opinion sur ce projet.

Nouvelles récentes de la Havane.

Nous apprenons par le capitaine du navire Emperor, venu hier de St. Jago de Cuba, que tout y était tranquille au moment de son départ, et que rien ne présentait aucun mécontentement de la part des habitans. Le capitaine de l'Emperor contredit le rapport qui annonçait l'expédition de deux bâtimens de guerre pour St. Jago de Cuba; du moins il n'y avait rien de semblable lorsqu'il en est parti.

Le *Spectateur* contient l'extrait suivant d'un rapport secret fait sur les diverses sociétés révolutionnaires de la Suisse, dont les actes ont amené le différend qui existe entre ce pays et la France. Ces associations sont au nombre de six; savoir: la jeune Europe, la jeune Pologne, la jeune Italie, la jeune France, la jeune Allemagne, la jeune Suisse.—C'est Mazzini qui a créé la jeune Europe en 1834. Le 10 avril 1835, cette société conclut une alliance avec les républicains français confiés à Sainte Pelagie. Le 24 janvier 1836, elle fit un traité avec les Cabouri de la Corse. La jeune Pologne avait un comité terroriste, auquel ceux de la province qui n'étaient point nobles devaient obéir aveuglément. La jeune Italie entretenait une correspondance avec les sociétés secrètes de Paris et de Londres; son but était de transformer l'Italie en une république. La jeune Allemagne fut fondée par Breidenstein: elle prêchait le défrusquement des rois, elle se composait principalement des artisans dont le chiffre était sans bornes. M. Dresa en était le président, il avait rédigé les statuts de la société, dont le plan embrassait tous les cantons. Il y avait des réunions de délégués qui étaient en communication avec la jeune Europe. Les sociétés correspondaient entr'elles et avec leurs agens dans tous les pays de l'Europe.

HOLLANDE.

La Haye, 20 Octobre.

Seconde Chambre des Etats Généraux.

Lecture est donnée d'une adresse de la couronne, annonçant que sur les trois candidats proposés à S. M. pour remplir l'office de président, durant la session actuelle, elle avait choisi M. L. C. Luzac, qui, après avoir pris le fauteuil, adresse à la Chambre un discours peu étendu; après quoi les sections furent nommées et se choisirent leurs présidens respectifs. La séance fut alors suspendue pour peu d'instans; après quoi le ministre des finances fut introduit et soumit le budget de l'année suivante. Dans le préambule de son discours il dit:

Je désire ardemment de pouvoir attirer votre attention sur l'issue de nos affaires politiques et de l'appeler encore sur cette nouvelle Loi qui se prépare, où nous verrons la justice remplacer la force, la stabilité succéder aux changemens continuels et qui considera les affaires du royaume d'une manière plus ferme et plus durable. Car, bien que le gouvernement, conjointement avec votre haut et puissant corps, et toute la nation, désirent l'arrivée de cette ère bienfaisante nous devons déplorer l'état de nos affaires extérieures qui nous ravent leur seules que de l'année dernière et également en songeant que quoique (grâces en soient rendues à la Divine Providence) nous n'ayons pas eu à partager les troubles qui ont visité d'autres nations, nous n'avons pas cependant atteint le terme de nos tribulations et des difficultés qui sont la conséquence inévitable de l'insurrection non méritée des Belges, insurrection aussi terrible dans son origine que scandaleuse dans ses progrès et pernicieuse dans ses résultats.

Mais si je ne puis rien dire qui satisfasse vos desirs sur l'état de nos affaires extérieures, nos affaires domestiques, d'un autre côté, nous offrent un vaste sujet de congratulation pour les bienfaits et la prospérité qui continuent à se répandre sur nous et qui me permettent de me présenter devant vous avec cette conviction que notre pays fait des progrès immenses en bonheur richesse et force morale.

Son Excellence s'étendit alors longuement sur l'état prospère du commerce et des manufactures, les brillantes perspectives qu'offrait l'agriculture, la situation florissante des finances et du crédit public &c. ainsi que le mentionnait le discours du trône. Son Excellence fit part après cela des réductions qu'il avait été possible de faire, et présenta le budget des dépenses et des réserves de l'année 1837.

Les dépenses y sont fixées 44,617,013 florins. La somme de 530,000 florins étant placée à la disposition pour faire face aux dépenses imprévues qui peuvent survenir dans le cours de l'année 1837.

Les réserves restent à peu près les mêmes que l'année dernière.

Nous trouvons dans un journal suisse, le *Constitutionnel Neuchâtellois*, une appréciation bien remarquable de toute la procédure suivie dans l'affaire Conseil; et de la position dans laquelle cette insulte faite au gouvernement français, a placé la Confédération helvétique. Cet article fera connaître sur l'affaire Conseil toute la vérité, et contient une foule de détails intéressans qu'un journal suisse pouvait seul relever. Cependant nous ne partageons pas les préventions du *Constitutionnel Neuchâtellois* contre le gouvernement de Berne, et nous savons que si l'avis de plusieurs des principaux membres de ce gouvernement avait été écouté, la Suisse n'aurait pas à regretter la complication actuelle de ses rapports avec la France.—*Journal des Débats.*

"Neuchatel, 27 septembre.

"Il était difficile pour la Suisse de commettre une plus grande maladresse que de soumettre à des débats publics l'affaire Conseil. Quelle que dût en être l'issue, elle ne pouvait avoir aucune importance pour elle, et la discussion à laquelle elle a donné lieu, et dont il était facile de prévoir la nature, devait blesser vivement la France. Réduit à ses termes les plus simples, exposé dans toute sa nudité, tel qu'il résulte enfin de l'ensemble des avens de Conseil, voici en quoi consiste ce célèbre débat:

"Après l'attentat d'Alibaud, la France a pu se convaincre qu'il existait un complot permanent contre les jours du Roi. On savait que peu de temps avant son crime, Alibaud avait été à Barcelonne, où certains réfugiés établis en Suisse s'étaient trouvés avec lui. Il était donc pour le gouvernement français, de la plus haute importance de les observer. Tel fut, d'après les aveux de Conseil, le but de sa mission; comme on le voit, elle n'avait aucun trait à la Suisse ni aux événemens qui ont amené la note de la France; il était chargé de découvrir si les réfugiés avaient quelques projets sur la vie de Louis Philippe, c'était là qu'elle se bornait; et pour la remplir, il devait même se lancer à traverser l'Angleterre avec eux et contracter avec eux à les observer. Pour en assurer le succès, le ministre de l'intérieur crut devoir signaler Conseil à l'ambassade de France en Suisse, comme impliqué dans l'affaire de Fieschi. La publicité donnée à ce signalement devait lui servir d'introduction auprès des réfugiés, et il résulte de ses aveux que l'ambassade ne fut point mise dans le secret, de sorte qu'en le signalant elle-même au Directoire, elle n'a fait que lui dire qu'elle devait faire, et qu'il n'y a pas à ce sujet le moindre reproche à lui adresser. Mais la maladresse même de l'agent a rendu inutiles les précautions du ministère; il a dû rentrer une première fois en France, et c'est à son retour que l'ambassadeur, instruit de sa véritable position, lui donna, dit-il, un passeport sous un autre nom, en lui intimant l'ordre de partir immédiatement.

"Voilà toute l'affaire, telle que l'ont faite les aveux de Conseil, seule pièce du procès, et en vérité on ne comprend pas comment il a été possible d'en faire l'objet d'un débat aussi violent, surtout en quoi l'honneur de la Suisse en aurait été touché.

"Non assurément, ce n'est pas un espion pour surveiller des menées compromettantes pour son repos, pour observer, non point des citoyens ou des gouvernemens suisses, mais des réfugiés étrangers, la France n'a fait que ce qu'elle était évidemment en droit de faire, ce que font en pareil cas tous les Etats du monde, ce qu'il serait impardonnable à eux de ne pas faire. Sans doute, si les gouvernemens exerçaient une surveillance plus efficace les uns en faveur des autres, il serait inutile qu'ils fissent observer leurs ennemis jusque sur le territoire de leurs amis et fidèles alliés; mais la Suisse ne peut pas compter, sous ce rapport, sur une confiance illimitée de la part de ses alliés. L'attentat contre la Savoie est une page historique qu'il n'est pas de nature à s'effacer si promptement de leur souvenir.

"Il est clair ensuite que, lorsqu'une puissance envoie des agens en pays étranger, chargés de surveiller des menées sourdes, elle n'écrit par sur leur front la mission qu'elle leur confie, elle ne les présente pas aux hommes qu'ils doivent observer comme des gens indignes de leur confiance.

"Rien donc ne s'exp ique mieux que l'envoi de Conseil comme agent de police, et la recommandation dont il a été accompagnée.

"Mais quoqu'il en soit de ces actes que nous voulons admettre comme s'ils étaient prouvés, qu'ils soient coupables ou légitimes, blamables ou excusables, ce seraient les actes du ministère et non ceux de l'ambassadeur; ce serait donc sur le ministère et non sur le duc de Montebello que devrait en retomber la responsabilité. Le seul reproche qu'il fut possible d'adresser à ce dernier, serait de n'avoir pas découvert au dîner, à la véritable position de Conseil dès qu'il l'a connue lui-même. Mais le pouvait il? Lui appartenait-il à lui représentant du gouvernement français, d'agir précisément à l'entontre d'un dessein auquel le ministre paraissait mettre de l'importance! Conseil avoue lui-même que l'ambassadeur le lui a dit: "Si, lors de votre première mission, j'avais su qui vous étiez, je ne vous aurais pas signalé."

"Ni le Directoire, ni les Etats n'ayant rien à reprocher au duc de Montebello, d'où vient donc que dans toute la discussion, c'est sur lui, et sur lui seul, que sont tombées toutes les attaques? C'est que c'était contre lui et contre lui seul que toute l'instruction avait été dirigée. On voulait satisfaire l'amour-propre blessé de quelques députés, leur fournir l'occasion de se venger de l'homme devant qui (our orgueil avait dû s'humilier. Aussi ces messieurs s'en sont ils donné à cœur joie; Dieu veuille seulement que le *peuple* suisse ne paye pas un peu cher leurs plaisirs!

"Il n'y a rien eu dans cette discussion de courageux ni de loyal. Quoique ce qu'on appelle l'*instruction* dirigée contre Conseil ait prouvé clairement que tous ses actes lui avaient été dictés par le ministère français, le nom de celui ci n'a pas été prononcé une seule fois dans la discussion; c'est toujours au duc de Montebello que les injures ont été adressées; on n'a pas osé s'attaquer au gouvernement français; le courage de nos rodomons a trouvé plus prudent de s'en prendre à l'ambassadeur qu'on croyait plus faible, et dont les articles de certains journaux, oracles de nos radicaux, leur représentaient la position comme plus ou moins chancelante.

"Nous avons dit que c'était contre lui et contre lui seul que l'instruction avait été dirigée; pour s'en convaincre, il suffit de la lire. De quel crime Conseil a-t-il été accusé? D'aucun. Il n'a pu l'être, d'être porteur d'un faux passeport. Ainsi que le rapport de M. Keller le prouve, Conseil est arrivé à Berne le 10 juillet, il a fait le 14 à la police l'aveu qu'il était porteur d'un passeport délivré sous un faux nom, et cependant aucune instruction n'a alors été dirigée contre lui, on l'a laissé tranquille à Berne jusqu'au 28, et si même la police s'est alors occupée de lui, ce n'est point pour l'incarcérer, mais uniquement pour l'expulser comme réfugié. Lorsque plus tard il est revenu, porteur du passeport qui le désig ait sous le nom de Corelli, il n'a pas exhibé ce passeport à la police, il n'en a fait aucun usage et cependant c'est alors qu'on l'incarcère. Le gouvernement de Berne avait trouvé bon que Conseil séjournât dans cet état avec un *faux passeport*, au vu et au su de sa police; il ne pouvait donc plus ipstruire régulièrement contre lui de ce chef, et cependant lorsqu'il l'a fait arrêter il n'y avait aucun autre fait à sa charge. L'espionnage n'est pas un délit contre la loi; il pouvait bien être un motif d'expulser Conseil, mais jamais de l'incarcérer et d'instruire contre lui une procédure criminelle. Mais Conseil n'est dans toute ce te instruction qu'un personnage secondaire. Elle est dirigée contre un autre contre l'ambassade, dont, au mépris des premiers principes du droit des gens et des simples règles de la civilisation, on a été jusqu'à soumettre l'intérieur aux investigations de la police.

"Mais à quoi aboutiront ces débats? Le gouvernement de Berne comptait-il par hasard, en les soulevant si imprudemment, faire oublier sa palinodie du 2 juillet et les entrevues nocturnes de ses conseillers avec l'ambassade? Le parti radical se serait-il imaginé qu'il effacerait le souvenir de ces momens d'angoisse que lui avait occasionnés le petit billet de M. Thiers? Qu'il se désabusent. La violence des attaques que M. Keller s'est permises contre le duc de Montebello, n'a fâcera pas son plus le souvenir de la frayeur qui s'était emparée de son collègue le 10 août et qui lui dictait les suppliques qu'il adressait aux autres députés en Diète et hors de la Diète pour les engager à adopter la *conclusion*. Les incartades de M. Brueggner ne détourneront pas l'attention des célèbres conclusions de la commission argovienne dont il était le chef, et qui, tout en déclarant la *conclusion attentatoire à l'honneur de la Suisse*, consentait pourtant au gouvernement argovien de l'accepter, à cause de la nécessité où l'on deux réduit. Tous ces messieurs auraient une bien faible idée de la portée d'intelligence du peuple qu'ils représentent, s'ils pouvaient croire qu'il n'a pas vu que l'affaire Conseil n'était qu'un prétexte et que leurs attaques sont en réalité dirigées contre la *grande lettre* de M. de Montebello et la *petite lettre* de M. Thiers, devant lesquelles on a courbé son front en maugréant, et dont on veut avoir une revanche.

"Et c'est pour satisfaire un misérable amour-propre que l'on risque une rupture avec la France, au moment même où l'on vient de faire un sacrifice pour conquérir ses bonnes grâces. Est-ce agir dans l'intérêt du peuple suisse que de le brouiller avec son voisine, tandis pour quelques bandits italiens ou allemands, tandis pour un espion français? Eh! que lui fait à ce peuple que la France ait en Suisse des espions pour y surveiller des menées qui la concernent? S'il y avait dans la cervelle de nos hommes d'Etat un grain de bon sens, ils auraient compris que ce sont là des affaires que leur propre dignité ne leur permettait pas de toucher.

"Aussi quel déplorable spectacle a présenté la discussion! Des hommes humiliés la veille, orgueilleux le lendemain, attaquant aujourd'hui, parce qu'ils le croient faible, celui devant lequel ils se courbaient hier parce qu'il était puissant; d'autres faibles, timides, voyant la faute qu'on veut leur faire commettre, et n'ayant ni le courage de la faire, ni celui de la repousser, et un seul homme fort, courageux, disant la vérité en face, et défendant avec noblesse une cause abandonnée. Et tout cela pour n'aboutir à rien, et donner à la Suisse le spectacle d'une assemblée incapable de prendre aucun parti dans l'affaire la plus simple. Quelle belle page à ajouter à notre histoire, que l'aréopage des magistrats de la Suisse, l'élite de ses hommes d'Etat, discutant pendant deux longues journées, en face du public assemblé, l'histoire d'un espion français, et scrutant avec une sagacité vraiment étonnante les moindres faits et gestes de cet obscur personnage.

"On n'en finirait pas si l'on voulait discuter toutes les observations que cette affaire soulève. Ce qu'on a appelé l'enquête est une monstruosité. Elle consiste tout entière dans la déposition de l'espion, c'est-à-dire, comme valable pour condamner, un prévenu à une amende de vingt sous, d'un homme qui on prend soin de nous signaler comme le plus grand des misérables. Et c'est sur le témoignage unique de cet homme que les représentant d'une puissance amie est traîné dans la boue aux yeux de l'Europe entière, et que la *petite* Suisse, comme le disait naïvement son chef, M. Techarner, jette le gant à la *grande nation*. Conseil fait jouer dans son drame des rôles à cinq ou six individus, et pas un seul n'est confronté avec lui; bien plus, au milieu même de cette instruction, on les fait tous partir et passer les frontières. Ah! que la passion est mauvaise conseillère!

"Et la Suisse, et le canton de Berne en particulier, ne craignent ils pas qu'on leur dise: Mais vous qui avez une police si bien organisée qu'elle découvre jusqu'aux espions des autres, comment se fait-il que vous ayez tant de peine à découvrir des réfugiés dont vous promettez l'expulsion depuis deux ans! Comparez l'instruction Conseil et l'instruction Schüler. Pour la première on a obtenu tout ce qu'on voulait, tandis que la seconde est tellement incomplète que le respectable magistrat qui en est chargé, se voit obligé de dire à tout le peuple suisse, que le public intéressé à cette enquête qu'il a en la comédie Conseil, "que pour achever la compléter lui ont manqué, qu'on lui a refusé la "communication de pièces importantes!"

"Maintenant le vin est tiré, il faut le boire. Le silence de la France nous paraît de mauvais augure; les embarras du ministère nous ont laissé un moment le repos, craignons bien que ce qui est différé ne soit pas perdu. Par sa maladresse, le parti radical a en quelque sorte obligé la France à exiger une réparation; elle en demandera une plus ou moins difficile à donner, mais il est impossible de croire qu'elle ne la demande pas. *L'Helvétie* a beau énumérer toutes les affections du ministère actuel pour la Suisse, nous rappeler qu'il a aimé la paix, nous assurer qu'il a long temps habité, M. Guizot appartenant à l'école généreuse, les parens de M Gasparin dans le canton de Vaud, M. Duchâtel élève de M. Monnard; toutes ces réflexions rehaussent la paix du parti qui les publie, et qui semble crier merci avant d'avoir été touché; mais elles n'empêcheront pas le ministère d'agir. Il ne s'agit point comme le disent les feuilles radicales, évidemment pour dénaturer la question, de faire taire la presse suisse et cesser ses dégoûtantes diatribes contre le duc de Montebello. On les tient pour ce qu'elles valent, et nul ne s'en met en peine; mais les injures de MM. Bruggiser et Monnard, ne sont pas des injures de mauvais *journaux radicaux*, quoiqu'elles leur ressemblent beaucoup; elles partent des représentans du peuple Suisse, et elles ne seront qu'augmenter l'irritation de la France et lui fournir de nouveaux griefs.

"Quelle que soit d'ailleurs l'opinion du ministère actuel sur les actes de son prédécesseur, il les soutiendra et s'en constituera comme solidaire, et il n'oubliera pas que c'est aussi un ministère Guizot qui a placé M. de Montebello au poste dans lequel se conduite ferme et sage lui a fait des ennemis de tous les *ennemis de l'ordre.*"

☞ Nous sommes invités à appeler l'attention du public en général et spécialement des personnes qui résident dans les premières et troisième Municipalité, sur une vente de 90 lots de terre, situés dans la rue de l'Esplanade et dans le voisinage, appartenant à Mr. Alexander Milne, Senr. Cette vente se fera aujourd'hui, mardi, 6 du courant, à midi, à la bourse, encoignure des rues de Chartres et St. Louis, par le ministère de l'encanteur Isaac L. McCoy

La situation de ces terrains est telle qu'on ne saurait en trouver de plus convenable pour y construire les maisons particulières. Près du centre des affaires, et dans un quartier de la ville qui s'embellit et prospère tous les jours, entourés d'une quantité de belles maisons bourgeoises nouvellement bâties, ou en construction: ces terrains auxquels se rattachent d'autres avantages, méritent bien d'attirer l'attention des capitalistes, des spéculateurs, et enfin de tous ceux qui veulent placer leurs fonds d'une manière judicieuse. assurée et profitable Bien mieux, nous apprenons qu'ils seront adjugés, sans réserve aucune, à quelqu'enchère que ce puisse être, à longs termes et sans avoir à fournir d'endosseurs. On ne trouve pas tous les jours des conditions aussi accommodantes et, nous n'en doutons pas, le public saura les apprécier. 6 dec—1

☞C'est demain que doit avoir lieu à la Bourse, la vente de *Fontaine*, divisé, par arpent, faisant face au fleuve sur 40 arpents de profondeur. Cette vente qui se fait par l'entremise de messrs. Fernandez & Whiting, mérite l'attention des spéculateurs.

Port de la 3me. Municipalité.

1er. Wharf Poteau 74—Navires Calledonia, Chilo ; Alcoth et brick Casenove.
" " 76—Navires Benj Morgan, Norfolk, Ella Hand, Antioch.
3 " " 80—Navires Franklin, Georges, Hamilton et Peruvian.
4 " " 82—Navires Perax, New Orleans, Macedonia.
5 " " 84—Navires Europe, Congress, J A. Robb.
6 " " 87—Navires New England, Globe, Waverley
7 " " 90—Bricks Saml. & John, Tweed McLellan, Mathilda.
8 " " 94—Navires Frances Ann, Cincinnati, brick Cyrus.
9 " " 95—Bricks Olive Chambulin, Julia, Mount Monah, General Waynos, Raymond, Helen
10 " " 96—Navires Cumberland, McLellan, et brick Agenora.
11 " " 97—Brick Oceanus, navires Horace, Coronianus.
12 " " 98—Barque William & James, et brick Harriet.
13 " " 99—Navire Chancellor, bricks I. Franklin et Paulina.

Wharf de la Presse à Coton.

14e. Wharf Poteau —Bateau à vapeur Iona.
15 " " 102—Navires Michigan, Venice.
16 " " 104—Navires Hermitage et York
17 " " 105—Bricks Pleiades, Hector, et Zoroaster.
18 " " 106—Bateau à vapeur Ohio.
19 " " 107—Navire Franconia.
20 " " 108—Bateau à vapeur Lion.
21 " " 109—Navire Russell.

NAVIRES DANS LE PORT
De la Première Municipalité.

1er. Wharf—Au dessous du marché, face à la rue Dumaine.
" Brick Everret
" " Taico,
" " Serene,
2d Wharf—Brick Helen McLeod,
" " Wulfran,
" " Eugene Emelie.
" " Plato
3e. Wharf—Navires Arkansas,
" " New-London.
" " Louisville,
4e. Wharf—Navire Nashville,
" " 6 dec Tacitus,
" Barque Ophir,
5e. Wharf—Navire Marengo,
" Navire Mississipi,
" " Arcosy,
6e. Wharf—Navire Ballochan,
" Navire Yazoo,
" " Josephine,
" " Talma,
7e Wharf—Navire Salem,
" " Danmarck,
" " Mersey,
8e. Wharf—Navire Metamora,
" " Sophie, danois,
" " Ohio,
" " Ernest,
9e. Wharf—Navire Chester.
" Barque Jane,
" Navire Citizen,
10e. Wharf—Navire Olympia,
" Navire Margaret Johnson, anglais
" " William & John,
" Navire Frances Depaux,
" " Tallihassy
11e. Wharf—Navire Estelle Gabrielle,
" " La Zentasarna,
" Barque Hercules,
" Brick Wm. Henry,
" " Roxbory,

Goelettes et Bricks

Du devant du marché vis-à-vis la Place d'Armes, entre Ste. Anne et Toulouse.

Brick Henry,	Goël.	Pennsylvania,	
" Virginie	"	Dunson & Son,	
" Aldermaine,	"	Tuscarora,	
Goël. Helen.	"	Minerva,	
" Mercurio Mistico,	"	Cora,	
" Enterprise,	"	Robert Henry,	
" Henry,	"	New Albany,	
" Lovely Hand,	"	Porto Rico.	
" Henry-Lee,	"	Hellan,	
" Unico,	"	Foss-Junter,	
" Mesiha,	"	Bonit ,	
" Emperour,	"	Sarah,	

LES soussignés ont l'honneur d'annoncer au public et particulièrement les dames, qu'ils ont reçu par les derniers arrivages de France, un assortiment additionnel de nouveautés et marchandises de goût. Leur magasin est situé rue Conti entre Chartres et Royale. THOMAS & ROZANT DE MANDRES.
6 dec—3

MARTIN DEJAX, rue Toulouse, en face l'ancien de M. Mowy, a l'honneur de prévenir les dames et le public qu'il a reçu par les derniers navires arrivés de France, un très grand assortiment de marchandises dans son genre, consistant en robes, dans les formes et les goûts les plus nouveaux; une très grande quantité de châles cachemires purs, de fabrique de Paris; un très grand choix d'indiennes françaises, nouveaux dessins, des broderies, de la bonneterie et beaucoup d'articles de nouveautés &c. qu'il vendra à des prix très modérés.

N.B. Il a le dépôt d'un propriétaire de la Champagne très renommé pour les vins blancs mousseux, de qualité supérieure à 615 la douzaine. 6 dec—4to

Boston..... 26 nov | Mexico..... 4 oct.
New York..... 28 nov | Mexico..... 12 oct.
Philadelphie..... 29 nov | Londres..... 2 oct.
Baltimore..... 28 nov | Liverpool..... 29 sept.
Washington..... 28 nov | Paris..... 21 oct.
Charleston..... 26 nov | Havre..... 16 oct.
Havane..... 22 oct | Bordeaux..... 12 oct.

COMMERCIAL.

VENTES DE COTON D'HIER.

1221 balles Mobile..... 14 1/2
925 do do 14 1/2
805 do do 14 9/16
800 do do 14 5/8
58 do do 17
50 do do 14 3/8
50 do do 14 1/4
200 do do et Louisiane..... 14 3/4
50 do Louisiane..... 15 7/8
292 do Dist. de l'Ouest..... 14 3/4
25 do Arkansas..... 14 3/4

4476

ETAT DU COTON.

Existences sur place et à bord de nav jusqu'au 4 décembre..... } 118,603balles
Importations d'hier, 3259 "
121,862 "
Exporté hier..... 5,989 "
Existences en mains et à bord de nav. 115,803 "

PHILADELPHIE, 28 novembre.

VENTES D'ACTIONS.

100 actions Banque des Etats-Unis, 9117 3/4
75 " " " " 116

PHILADELPHIE, 26 novembre 1836.

Ventes d'Actions.

5 actions banque des Etats Unis 117 1/2
158 " " " " 117
300 " " du Kentucky, 60 jours, 80

CHARLESTON, 29 nov.

Coton.—Le marché pour les Uplands est dans un état très inactif et désespérant. Les transactions depuis notre dernier rapport hebdomadaire ont été faibles: le prime coton ne commande pas plus de 17 1/2 à 17 3/4 cents, et quelques choix à 18 cts. Dans les cotons à longue soie, rien ne s'est fait.

Riz.—Il y a eu quelques demandes pour le marché français, et des ventes en petits lots de première qualité ont été effectuées de 3 5/8 à 3 3/4 les qualités inférieures ont été obtenus à de meilleures conditions que la semaine passée.

BOSTON, 26 novembre.

Farine.—La marché continue dans un état très lourd, et les approvisionnements augmentent. Les ventes pendant la semaine dernière ce qui a occasionné une réduction dans les prix. Les ventes principales durant les deux ou trois derniers jours ont été de $10 27 à $10 50 en magasin. De 25 pour cells provenant des navires. Les marques nouvelles se maintiennent de $10 50 à 10 75. Les ventes de *Howard Street* à $10 37 comptant; quelques ventes en détail ont produit quelque chose de plus. Les approvisionnements de toutes les qualités de farine du sud sont très faibles et aucune quotation correcte ne peut être donnée.

Mélasses.—Les qualités distillées sont dans le même état d'autres ventes de quelques centaines de boucauds de la Havane et de Matanzas à 36 cents, vendus à des prix qui équivalent à 8 mois de crédit. L'approvisionnement pour le détail est faible et est en demande, mais sans occasionner aucune diminution matérielle dans les prix. Ventes de 50 boucauds Porto Rico 43 1/2 cents à 6 mois: 50 do. de Nuevitas à 43 1/2 cents à 6 mois. Vente de 30 boucauds de Ste. Croix à l'encan 44 cents le gallon à 4 mois.

Sucre.—Malgré la grande baisse qui a eu lieu dernièrement dans cet article, les accapareurs ne manifestent aucune disposition d'acheter, ce qui tient le marché dans la même situation de notre revue précédente, c'est à dire lourd et languissant: 72 boucauds Porto Rico à 7 1/2 à 8 1/4; c 100 barril ordinaires à bon à 5 3/4 à 6 cents la livre à 4 mois; 100 caisses Havane brun 8 1/2 à 9 à 4 mois.

Tabac.—Il n'est fait, peu de chose dans cet article, quelques petits lots ont été vendus depuis notre dernier rapport, aux cours de nos prix actuels

JOURNAL MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

Expédiés

Navire Harold, Hall, Havre, T. Nicolet & Co.
Navire Empire, Welch; Havre, Bailey et Abbott,
Navire Coriolanus, Sampson, Liverpool, Levi H Gale
Barque Louisiana, Thore, Havre, F Seignouret et Co
Brick Pleiades, Lowell, Havre, L. H. Gale.
Goélette Robert Henry, Bartlett, Nassau,
J. W. Zacharie et Co.
Goélette Joannes, Burr, Mobile, Sheffield et Co.
Goël. Gazette, Edwards, Mobile, L Millandon et Co
Goël. Corinc, Monroe, Mobile, Shields et Turner.

Arrivés

Bateau de remorque Porpoise, des Passes, ayant mis en mer le navire Marengo, et à la Barre le navire Star, l'a amené dans le port la barque Anne Louise, le brick Isaac Franklin et la goélette Emperor.
Navire Manchester Hatten, 18 jours Boston
Navire Elizabeth Bruce, Rogers, 16 jours Boston.
Navire Georgia, Shackford, Mobile.
Barque David Cannon, Broadfood, 66 j Liverpool.
Brick Comet, Marcy, 55 jours Marseilles.
Brick Alexander, Drummond, 18 jours New York.
Goël Nimble, Bartlett, 17 jours Nassau, N P.
Goël Callan, Pool, Apalachicola.
Goélette Emperor, Chafee, de St. Jago de Cuba.
Barque Ann Louise. Démandes, de Bordeaux.
Brick Isaac Franklin, Smith, d'Alexandrie.
Bateau à vapeur Meridian, Currie, de la Mobile.
Bateau à vapeur Bunker Hill, Glover, de Manchester, avec du coton.
Bateau à vapeur Majestic, Johnson, de St,